

Dans ce numéro

- » Replacer les « vivres de souveraineté » au cœur des systèmes alimentaires **P 1-2**
- » Un atelier régional pour organiser la promotion des bonnes pratiques agricoles en matière de production durable des vivres de souveraineté **P 2**
- » Les agriculteurs du district de Ngoma, au Rwanda, s'impliquent dans la valorisation du haricot **P 2**
- » Mobilisons-nous et mobilisons pour « Servir le Bien commun », mobilisons-nous pour ressusciter les valeurs de solidarité et d'humanisme **P 3**
- » Bienvenue aux nouveaux Directeurs **P 4**

Replacer les « vivres de souveraineté » au cœur des systèmes alimentaires : un enjeu stratégique et politique pour une alimentation saine, suffisante et durable des pays africains

La plupart des cultures vivrières et produits d'élevage et/ou produits de la cueillette, traditionnellement dominants dans l'alimentation des populations locales des pays africains au Sud du Sahara, sont, de nos jours, en perte de vitesse au niveau de la production et de moins en moins importants dans le panier alimentaire des ménages. Il s'agit par exemple du mil, du fonio, du sorgho, du niébé/haricot, du taro, du sésame, de la patate douce, du poulet local, des noisettes, des criquets, des fruits sauvages, etc.

Les causes de cette perte d'importance sont diverses :

- l'abandon progressif, par les producteurs, pour des raisons de pénibilité du travail, surtout au niveau du conditionnement ;
- les changements au niveau des habitudes de consommation du fait de la substitution par d'autres produits. Par exemple, la part des importations dans la consommation totale de céréales, évaluée à environ 5%, juste après l'indépendance, se situe, ces dernières années, aux alentours de 25%, vu l'augmentation progressive de la consommation du riz, blé et produits dérivés ;
- la baisse du soutien au développement du secteur agricole familial et des échanges alimentaires entre villes et campagnes, l'accent mis sur des politiques de promotion de la monoculture d'exportation au détriment des cultures traditionnelles.

Or, ces cultures, ont des grandes vertus – valeurs nutritives mondialement reconnues, valeurs thérapeutiques, valeurs culturelles / traditionnelles.

Ce sont aussi des cultures vivrières de résilience - qui poussent sur des sols pauvres, tolérantes aux changements climatiques, etc. Enfin, les exploitants agricoles familiaux, surtout les femmes, sont les dépositaires d'un vaste savoir et savoir-faire accumulé autour de ces produits en matière des pratiques

culturelles enrichies transmises de génération en génération, de recettes pour cuisiner les « mets du terroir » et de la préservation de l'agro-biodiversité.

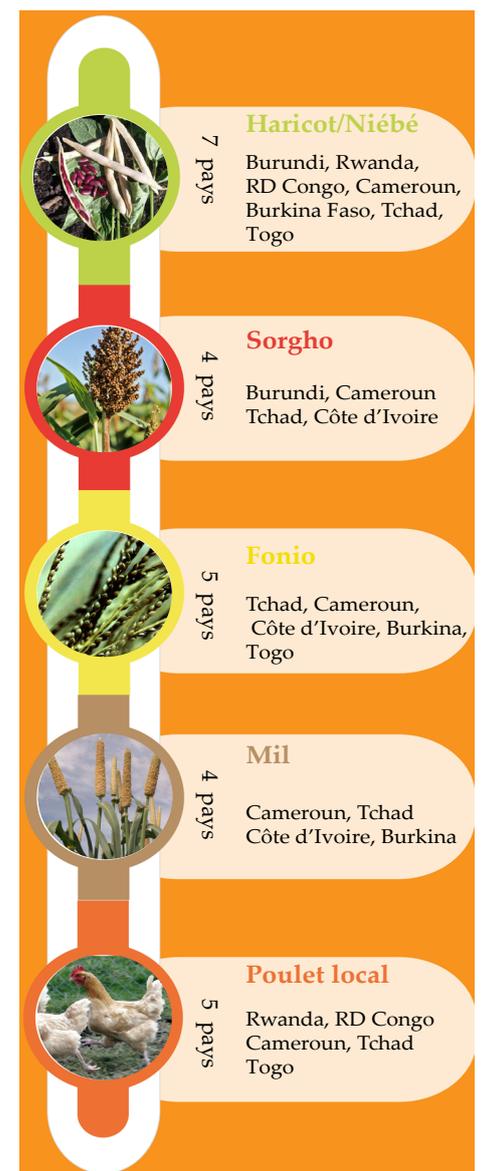
En fait, le concept de « vivres de souveraineté » découle de ces caractéristiques de résilience, de savoir et savoir-faire accumulé sur les semences, les techniques culturelles et des recettes pour cuisiner. De par ces caractéristiques, les exploitants familiaux sont souverains, hors des circuits de semences brevetées, moins dépendants des engrais et intrants chimiques importés. Ils ont un contrôle sur leurs savoirs et savoir-faire. Bref, ce sont des cultures qui préservent la souveraineté des pays africains sur leurs systèmes alimentaires !

Au regard de ce qui précède, la promotion de la souveraineté alimentaire des pays africains passe nécessairement par le repositionnement des « vivres de souveraineté » au cœur de leurs systèmes alimentaires. C'est dans cette logique que Inades-Formation a initié, début 2017, le « Programme de soutien au développement des systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale pour une alimentation suffisante, saine, durable des populations des pays africains au Sud du Sahara ».

A travers ce programme, Inades-Formation vise à soutenir :

- la consolidation et l'amplification du patrimoine intellectuel et culturel des populations locales (savoir, savoir-faire et savoir vivre locaux) en matière de pratiques culturelles et de recettes pour cuisiner les « mets du terroir » enrichies et transmises de génération en génération, ce qui constitue d'importants leviers de souveraineté alimentaire ;
- la valorisation des ressources génétiques locales et la préservation de l'agro-biodiversité - sélection, multiplication, conservation et amélioration des variétés

Inades-Formation a choisi de promouvoir dans ce programme 4 cultures de souveraineté et un produit d'élevage dans 8 pays de son réseau



ECHOS DU RESEAU

cultivées particulièrement adaptées aux écosystèmes locaux, facteurs importants de résilience face aux changements climatiques et volatilité économique ;

- l'émergence d'une économie sociale et solidaire (solidarité ville-campagne), comme moteur d'amélioration du système de desserte des marchés locaux et urbains et permettre à tous les acteurs intervenant dans la production, la transformation et la distribution de vivre dignement du fruit de leur labeur ;

- stimuler la prise de conscience sur le rôle stratégique des « vivres de souveraineté » dans les systèmes alimentaires locaux et nationaux et attirer l'attention des décideurs et du grand public sur : 1) les menaces liées à la disparition progressive des variétés locales de semences à la base de la richesse de la biodiversité africaine. 2) l'agriculture familiale et ses fonctions économiques, sociales, environnementales et culturelles. 3) le rôle majeur de la femme africaine dans l'approvisionnement régulier des villes en denrées alimentaires. 4) les questions d'accès

et de contrôle des ressources productrices (terre, financement, eau, savoir-faire) par les familles agricoles. 5) l'approvisionnement des centres urbains et l'accès des couches défavorisées aux denrées alimentaires.

A travers ce programme visant principalement la promotion des « vivres de souveraineté », Inades-Formation continue de se mettre au service du bien commun, en contribuant à la jouissance par tous du droit à une alimentation suffisante, saine et durable.

Un atelier régional pour organiser la promotion des bonnes pratiques agricoles en matière de production durable des vivres de souveraineté



Photo de famille des participants à l'atelier

L'un des effets attendus du projet « Valorisation des vivres de souveraineté pour une alimentation suffisante, saine, durable des populations des pays africains au Sud du Sahara » est que les producteurs / productrices appuys adoptent de bonnes pratiques culturelles et respectueuses de l'environnement.

C'est dans ce cadre qu'un atelier régional de partage des expériences et d'adoption de bonnes pratiques à promouvoir en matière d'appui à la production durable des vivres de souveraineté a été organisé à Abidjan du 11 au 15 septembre 2017.

Cet atelier a réuni les délégués de huit bureaux nationaux à savoir : le Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, RD Congo, Rwanda, Tchad et Togo.

Au cours de cet atelier, les participants ont :

- adopté une méthodologie d'identification et de documentation des bonnes pratiques en prenant en compte les apprentissages de la pratique sur le terrain
- mis au point le contenu des bonnes pratiques à suivre par famille de vivres de souveraineté et les mesures de leur mise en pratique ;
- créé une plate-forme d'échange inter-BN par famille de vivres de souveraineté;
- défini une stratégie pour contribuer à la

communication technique et promotionnelle autour des vivres de souveraineté par chaque BN et SG est définie.

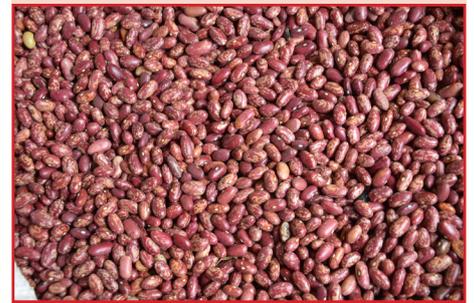
Pour identifier et documenter les bonnes pratiques, le fil conducteur suivant a été utilisé:

- Le libellé de la bonne pratique ;
- La description des étapes à suivre pour mettre en œuvre la pratique ;
- Ce qui montre que c'est une bonne pratique ;
- Les points faibles susceptibles d'être corrigés ;
- Les modalités éventuelles pour améliorer l'efficacité et l'efficience de la pratique ;

Dans chaque famille de vivres, des domaines ont été identifiés pour la promotion de bonnes pratiques notamment 6 pour les céréales et légumineuses (la gestion durable des eaux et de la fertilité des sols ; les systèmes culturaux ; la production et protection de semences ; les types de semis et itinéraires techniques ; la protection phytosanitaire ; la gestion durable des récoltes) et 4 pour le poulet (l'habitat approprié ; l'alimentation ; la préservation de la bonne santé des poulets locaux ; l'amélioration de la race locale).

Chaque délégué a eu la mission de discuter à son retour avec l'équipe de bureau national pour adopter les pratiques à retenir selon son contexte.

Les agriculteurs du district de Ngoma, au Rwanda, s'impliquent dans la valorisation du haricot



Semences de haricot

Au Rwanda, le haricot est la légumineuse la plus cultivée. C'est aussi un aliment de base dans le menu rwandais et une source importante de protéines végétales.

Pourtant, malgré l'importance du haricot en tant que denrée alimentaire de base et comme source de revenus, les agriculteurs rwandais ne réussissent pas à satisfaire à la demande, à cause de la faible productivité du haricot et du manque d'accès à des semences de bonne qualité des variétés qu'ils souhaitent cultiver.

Ainsi, à travers le projet de valorisation des vivres de souveraineté, les agriculteurs du District de Ngoma ont convenu avec Inades-Formation Rwanda de mettre l'accent sur la valorisation du haricot en vue d'améliorer durablement le niveau de sa productivité.

Les mécanismes durables de mise en marché et de consommation sont aussi pris en compte grâce au développement de l'ECAGRI autour du haricot.

Face à ce défi de la disponibilité de semences de variétés améliorées de haricot, les agriculteurs vont s'organiser en réseau de producteurs semenciers.

Ils vont constituer une entreprise semencière pour permettre à la communauté et aux petits producteurs d'avoir accès à des semences de bonne qualité et introduire de nouvelles variétés.

“Mobilisons-nous pour servir le bien commun, mobilisons-nous pour ressusciter les valeurs de solidarité et d’humanisme” :

Une invite du professeur Sanou Fernand



Pr Sanou Fernand, membre associé d’Inades-Formation

L’engagement d’Inades-Formation à se mettre au service du bien commun est le fruit d’une réflexion continue que l’association mène depuis toujours pour mieux asseoir son action de développement intégral de tout l’homme et de tout homme, particulièrement le plus défavorisé, en qui l’image et le dessin divin pour l’homme sont le plus niés.

La catégorie humaine et sociale la plus défavorisée en Afrique ayant été jusqu’ici celle du monde rural, cette réflexion avait surtout porté sur la manière d’améliorer les conditions de travail, de production et de vie des agriculteurs africains, puis sur la meilleure manière pour eux de s’organiser de façon autonome et efficace afin d’occuper leur place dans la société. Aujourd’hui, il est question de « Stimuler et d’Accompagner des Alternatives de Développement au service du bien commun.

Le bien-fondé de notre option

Cet engagement vient très à propos dans un contexte où la mondialisation, qui devrait créer un « village planétaire », est au contraire, en train de créer un enfer planétaire aussi bien sur le plan socio-économique et politique que sur le plan climatique. Plus que jamais, la proportion des pauvres et la gravité ou profondeur

de leur situation connaissent des dimensions plus qu’inquiétantes. Encore faut-il savoir traduire les chiffres statistiques en réalités humaines, émotionnelles interpellatrices. Savoir traduire le fait que seulement 1% de la population mondiale détient environ 56% de la richesse mondiale, ce qui veut dire que la quasi-totalité de cette population dispose d’à peine la moitié de ce auquel elle a droit.

Quel est donc ce village planétaire où tout le monde meurt de faim à côté de quelques-uns qui ne savent où jeter la masse restante de leur ripaille ? Sans compter que les effets de cette glotonnerie financière sur la santé de notre planète est plus que perturbante, provoquant des catastrophes naturelles dont les victimes sont les innocents.

La nécessité de réviser le paradigme du développement

Ce que la priorisation du développement comme objectif, voire finalité, de l’humanité a apporté comme déshumanisation de l’homme nous interpelle à réviser sérieusement ce paradigme.

Il est vrai que, périodiquement, l’organisation mondiale lance des appels à faire preuve de plus de solidarité envers les plus défavorisés et met en place des programmes de lutte contre la pauvreté, de respect des droits humains, de développement durable, de lutte contre le réchauffement climatique etc. Mais l’inefficacité de tous ces appels et programmes se mesure à la persistance voire l’aggravation des maux qu’on voulait corriger.

Cette inefficacité tient au fait que c’est par le seul développement que l’on veut vaincre les inégalités que certains gourous développementalistes considèrent d’ailleurs comme un stimulant du

développement.

Une aberration dénoncée par certaines ONGs et certains intellectuels préconisant plutôt de « Défaire le développement Refaire le monde » (Thème d’un colloque tenu en février-mars 2002 par La Ligne d’Horizon et d’autres organisations).

Selon Serge LATOUCHE, le développement loin d’être le remède à la mondialisation, en est plutôt le problème.

Notre association, Inades-Formation, n’est pas dans la ligne du rejet total du développement mais dans celle de son orientation et utilisation pour l’épanouissement de l’être humain, alpha et oméga du développement.

Il était donc plaisant d’entendre que le thème de la soixante-douzième session de l’Organisation des Nations-Unies, en septembre dernier, était « Priorité à l’être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ».

Ressusciter les valeurs de solidarité et d’humanisme

En espérant que ce thème ne sera pas un appel en l’air de plus, son existence nous conforte dans notre conviction qu’il faut effectivement amener les communautés, les groupes ou les individus avec lesquels nous travaillons à cultiver les valeurs de solidarité et d’humanisme.

Ces valeurs étaient prépondérantes dans les sociétés traditionnelles africaines au niveau desquelles les villages se construisaient autour d’une gestion commune de la terre léguée par les divinités tutélaires et propriétaires aux premiers venus.

L’entrée des villages et des pays dans le giron de la colonisation puis de la mondialisation libéraliste a sérieusement érodé l’adhésion à ces valeurs dont celle du caractère

sacré, inaliénable de la terre.

Inades-Formation avait entamé, dans certains de ses pays d’intervention, avec d’autres associations de la société civile des actions de sensibilisation des agriculteurs à la sauvegarde de leur patrimoine commun qu’est la terre contre les convoitises prédatrices des agrobusiness-men nationaux et internationaux plus préoccupés par les rentes foncières et/ou commerciales que par la sécurité alimentaire de ces agriculteurs et ce que cette agriculture familiale/villageoise représente comme ciment culturel existentiel.

D’autres ont mis en place ou prennent part à des plate-formes d’échanges et de promotion des politiques publiques mettant l’accent sur « une agriculture familiale nourricière de la population et source d’une vie digne pour les familles agricoles ».

De tels combats doivent se poursuivre en outillant les différentes populations locales d’arguments et de structures organisationnelles pour la défense des conditions de vivre ensemble, surtout dans le cadre de la gestion des communes/collectivités locales.

De plus en plus, ici et là, se lèvent des voix qui prônent le bien commun attestant de la nécessité de revenir aux valeurs de solidarité et d’humanisme. S’en veulent pour preuve les universités du Bien commun qui existent déjà en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, en Argentine et en France (Université de Paix depuis 1960) même si nous ne sommes pas sûrs d’avoir la même vision du Bien commun.

Ce qui est sûr, c’est que le sentiment et l’esprit de solidarité et d’humanisme qui nous animent et nous guident envers le prochain considéré comme soi-même, ceux sont des fondements solides pour la construction d’un monde meilleur.

ECHOS DU RESEAU

Bienvenue aux nouveaux Directeurs

Mme Elizabeth Wanja, Directrice d'Inades-Formation Kenya



Mme Elizabeth Wanja est la nouvelle Directrice d'Inades-Formation Kenya depuis le mois d'Août 17.

Elizabeth Wanja a une solide expérience dans le domaine du développement où elle exerce depuis douze ans.

Son parcours professionnel l'a mené avec succès dans la mise en œuvre du Projet « Yes Youth can », avec Mercy Corps International, puis elle a travaillé sur de multiples programmes dans le camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya avec l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM) et le Conseil national des Églises du Kenya (CNEK) ainsi que la coordination de l'intervention d'urgence post-électorale avec Handicap International. Sa dernière fonction à la Fondation internationale pour la jeunesse l'a amenée à intervenir dans le domaine du développement des compétences pour les jeunes.

Elizabeth est passionnée de tout ce qui pourrait accroître les possibilités de participation aux activités économiques pour les jeunes femmes et la jeunesse vulnérable. Elle est titulaire d'un M.A (Master of Arts) en planification et gestion de projet, obtenu à l'Université de Nairobi, ainsi qu'un B.A. (Bachelor of Arts) en sciences sociales, obtenu à l'université d'Egerton.

Elizabeth remplace ainsi Japheth Muli appelé à d'autres fonctions. Nous disons bienvenue à Elizabeth à Inades Formation Kenya en particulier et dans la famille Inades-Formation en général et lui souhaitons un fructueux travail.

M. Norbert KINVULA MIMBU, Directeur d'Inades-Formation RD Congo



M. Norbert KINVULA MIMBU, nouveau Directeur National d'Inades-Formation-RDC est un ancien de la famille Inades-Formation.

Il est entré à Inades-Formation en Octobre 1995 comme Formateur à l'Antenne de Kikwit en RDC. En 2003, il devient Délégué d'Antenne et est muté en 2008 dans l'Antenne du Kasai toujours comme Délégué d'Antenne.

En avril 2016 il est nommé CSAP (chargé du service administratif et financier).

Depuis avril 2017, il est nommé Directeur National d'Inades-Formation-RD Congo et prend fonction le 15 août 17.

Norbert a une Licence en développement rural et en sociologie.

Nous disons toutes nos félicitations à Norbert qui remplace à la direction M. Sylvain Ntumba, qui a passé plusieurs années à Inades-Formation Congo dont 10 ans au poste de Directeurs.

Mme ZEI Pauline EPELEKOU, Directrice d'Inades-Formation Côte d'Ivoire



Mme ZEI Pauline Epélékou est la nouvelle Directrice d'Inades-Formation Côte d'Ivoire.

Elle a fait son entrée à Inades-Formation en 2008 en tant que formatrice, avant d'être promue chargée de programme à Inades-Formation Côte d'Ivoire en 2015.

Avant Inades-Formation, elle a assuré la fonction de Chargée d'Etudes au Service d'Etudes de Suivi (SES) de la Direction Général des Productions et de la Diversification Agricoles (DGPDA) du Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire.

Pauline a très vite réalisé qu'à Inades-Formation, il ne s'agissait pas de travailler et remplir un cahier de charge mais d'accomplir un sacerdoce à l'image des Pères Jésuites qui ont créé cette institution; un sacerdoce qui exige d'être toujours habité d'un esprit « d'Humilité, d'Apprentissage et de Partage ».

Elle est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Agronome de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët Boigny de Yamoussoukro, Option Défense des Cultures et prend la direction d'Inades-Formation Côte d'Ivoire à la suite de Mme Kadidja Koné qui vient de terminer ses 3 mandats successifs. Nous souhaitons plein succès à Pauline.